

M. 11. 1968

MONDE

LA TENSION EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Des poursuites sont engagées à Prague contre les organisateurs des manifestations antisoviétiques de jeudi

Un hebdomadaire est suspendu pour un mois

Vienne, 9 novembre. — Après vingt-quatre heures de silence, les autorités tchécoslovaques se sont décidées à prendre position sur les incidents qui ont marqué la célébration des fêtes du 7 novembre. Alors que la radio et la télévision, puis la presse de vendredi matin, avaient ignoré toute l'affaire, le ministère de l'intérieur a publié dans

l'après-midi un communiqué d'énonçant des « groupes de citoyens irresponsables » dont l'activité s'est traduite non seulement à Prague, mais dans les villes de Bratislava, de Brno et de Ceske-Budejovice, par des « provocations antisoviétiques plus sérieuses ».

La destruction de drapeaux soviétiques et les injures antisoviétiques sont mentionnées à titre d'exemple, mais non pas l'incident au cours duquel une jeep soviétique s'est trouvée immobilisée par la foule. Ces actions étaient illégales, est-il poursuivi, ce qui conduira à engager des poursuites contre « les organisateurs et émeutiers arrêtés ». Le nombre de ceux-ci n'est pas précisé, mais l'on indique que, sur les cent-soixante-sept personnes qui ont été interpellées à Prague (presque toutes de très jeunes gens), la majorité ont été libérées après vérification d'identité. Même celles-là ne seront pas tranquilles pour autant, car « leurs noms seront communiqués aux diverses entreprises, administrations et écoles » auxquelles elles appartiennent. Le journal Prague-Soir, le premier qui ait fait état de ces incidents vendredi après-midi, critique également les manifestants. On note cependant que ni ce journal ni le ministère de l'intérieur n'évoquent la manifestation pro-soviétique du monument aux morts, bien que l'« ordre public » ait été troublé là aussi et que les dirigeants du pays en aient été les victimes.

D'autre part, le bureau pour la presse et l'information du gouvernement a décidé de suspendre pour une période d'un mois l'hebdomadaire Reporter, organe de l'Union des journalistes, parce qu'il a eu au cours des deux derniers mois « un contenu non conforme aux lois tchécoslovaques ».

Les protestataires décidés à poursuivre leur action

En l'absence de précisions sur la nature de ces lois, on peut penser qu'il s'agit des instructions sur la censure communiquées au début de septembre par le même bureau aux rédactions des journaux. La mesure sanctionnerait surtout, croit-on savoir, la publication de caricatures jugées « antisoviétiques » dont l'hebdomadaire s'était fait une spécialité avant comme après le 21 août. L'une des plus récentes, tirée du Krakodil de Moscou, que la rédaction disait avoir trouvé sur une table dans ses locaux après le départ des troupes soviétiques, montrait un ministre d'Europe occidentale enfilant son manteau au vestiaire du département d'Etat à Washington avec cette légende : « On lui a rendu son manteau et son chapeau. Quant à la souveraineté, il a dû la laisser... » Bien que le Reporter ne soit pas, et de loin, le seul périodique non conformiste, il est le premier à subir les sanctions prévues en septembre. L'on n'a même pas voulu s'en tenir à « l'avertissement », premier échelon du barème de la répression.

Il n'est pas sûr que toutes ces mesures suffiront à décourager les protestataires, nettement plus décidés aujourd'hui à faire entendre leur voix. Certains responsables étudiants ont déjà annoncé leur intention d'organiser le 17 novembre prochain une nouvelle grève des cours accompa-

De notre corresp. particulier
MICHEL TATU

gnée de démonstrations. D'autre part, il sera difficile, surtout avant la session du comité central prévue pour la semaine prochaine, d'empêcher la presse de faire état des résolutions anti-logmatiques adoptées chaque jour par les diverses organisations du parti.

Il n'est pas sûr non plus que l'attitude de fermeté affichée par les autorités de Prague paraisse suffisante aux Soviétiques. Le silence observé jusqu'ici par la presse de Moscou sur les manifestations antisoviétiques de jeudi correspond plus vraisemblablement au délai nécessaire avant qu'une réaction ait été arrêtée : il ne signifie pas encore le pardon. En attendant, la presse de Berlin-Est a déjà dûment fustigé cette nouvelle sortie des « contre-révolutionnaires ». Elle a été suivie par la radio Vltava, la plus véhémente des stations en langue tchèque créées par l'occupant, la plus ancienne aussi. Installée dans la région de Dresde, en R.D.A., elle a commencé à fonctionner dans l'heure qui suivit l'invasion et n'a pas cessé depuis

lors malgré tous les progrès de la « normalisation » !

Que vont faire les Soviétiques ?

Il est vrai que l'on ne voit toujours pas très bien ce que les dirigeants soviétiques peuvent faire, sur le plan pratique, pour exploiter ces démonstrations et régler une bonne fois à leur profit la situation politique. Certes, la répétition des « désordres » leur fournit un prétexte pour renvoyer leurs chars dans les rues de Prague. Mais il faudrait pour cela une rapidité dans la décision et l'exécution qui fait très visiblement défaut dans les rouages du commandement.

(Lire la suite page 7, 1^{re} col.)

La tension en Tchécoslovaquie

(Suite de la première page.)

D'autre part, le moment n'est pas favorable à une nouvelle actions de force, trois semaines après la signature d'un traité par lequel les troupes soviétiques ont pris l'engagement de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures du pays, et alors que des contingents très importants ont été évacués ou sont sur le point de l'être.

Le gouvernement tchécoslovaque a précisément révélé vendredi que le retrait des troupes autres que celles qui seront stationnées dans le pays aux termes de ce traité a déjà été effectué dans la proportion de 86 %. Si le chiffre de 75 000 hommes généralement avancé pour l'effectif de ces « permanents » est exact, il n'y aurait donc guère plus de 100 000 à 130 000 soldats étrangers actuellement en Tchécoslovaquie.

Un autre argument qui milite contre un nouveau coup de force est celui des répercussions prévisibles dans le mouvement communiste européen, alors que les choses commencent seulement à se « normaliser » dans ce domaine. Il est vrai que l'expérience du 21 août invite à ne pas surestimer cet obstacle. Tout de même la perspective de la réunion internationale de Budapest, dans une semaine, puis de la « grande conférence » que beaucoup de partis déclarent désirer maintenant donne une force un peu plus grande dans l'immédiat à cet argument.

Enfin et surtout les divisions au sein du parti tchécoslovaque sont encore loin d'être suffisantes pour garantir le renversement de M. Dubcek par la voie légale. Plus exactement, un effacement, volontaire ou non, de l'actuel premier secrétaire ouvrirait la voie à une équipe de compromis qui ne serait pas forcément plus satisfaisante pour Moscou, et certainement pas en tout cas au « groupe Jodas », qui n'a aucune chance de trouver une majorité au comité central. M. Kouznetsov n'est donc pas encore parvenu au terme de sa mission.

MICHEL TATU.

moins de vingt mille dollars par